



RAPPORT DE GESTION

2

Trimestre terminé

le 30 juin 2016

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le deuxième trimestre de 2016 et les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Le présent rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 2 août 2016, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « deuxième trimestre de 2016 » et le « deuxième trimestre de 2015 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 30 juin 2016 et 2015, et le « premier semestre de 2016 » et le « premier semestre de 2015 » correspondent aux périodes de six mois closes respectivement les 30 juin 2016 et 2015. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2015 de 5N Plus daté du 23 février 2016 et aux notes 11 et 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de six mois closes les 30 juin 2016 et 2015, qui peuvent être consultés sur le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté¹, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Les activités du secteur Matériaux électroniques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire terrestre et spatiale), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. L'équipe de direction du secteur Matériaux électroniques est responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Les activités du secteur Matériaux écologiques sont exercées en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique. L'équipe de direction du secteur Matériaux écologiques est responsable de la gestion de ces activités.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les charges financières (produits financiers) ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Faits saillants du deuxième trimestre de 2016

La Société a clos un deuxième trimestre marqué par une demande solide pour ses produits, dans un contexte relativement stable quant aux prix de la plupart des produits de base, ce qui lui permet de présenter la meilleure performance financière trimestrielle depuis 2014. De plus, la Société a continué de gérer sa trésorerie rigoureusement et ses charges d'exploitation judicieusement, terminant le trimestre, une fois encore, avec un bilan robuste et un niveau de liquidité élevé, sans avoir eu recours à sa facilité de crédit.

- La Société a inscrit un BAIIA ajusté¹ et un BAIIA¹ de respectivement 4,7 M\$ et 5,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016 contre un BAIIA ajusté positif de 2,0 M\$ et un BAIIA négatif de 6,0 M\$ au deuxième trimestre de 2015. La remontée du BAIIA ajusté par rapport aux six trimestres précédents s'explique par la relative stabilité des prix des produits de base, une composition favorable des ventes et la diminution des charges d'exploitation.
- La dette nette¹ a été réduite au cours du trimestre et s'établissait à 27,5 M\$ au 30 juin 2016 par rapport à 58,4 M\$ il y a un an, grâce à la diminution des besoins en fonds de roulement et à la meilleure performance financière globale.
- Touchés par la baisse importante des prix des produits de base sous-jacents au cours de 2015, les produits pour le deuxième trimestre de 2016 ont atteint 57,4 M\$ par rapport à 87,3 M\$ pour le trimestre correspondant de 2015.
- Le carnet de commandes¹ avait atteint, au 30 juin 2016, un niveau de 157 jours de ventes en cours, une amélioration par rapport au carnet de commandes au 31 mars 2016, qui représentait 145 jours, et à celui au 30 juin 2015, qui représentait 137 jours. Pour le deuxième trimestre de 2016, les nouvelles commandes¹ représentaient 86 jours par rapport à 89 jours au premier trimestre de 2016 et 73 jours au deuxième trimestre de 2015.

Après une progression de sa rentabilité au premier trimestre de 2016, la Société a de nouveau amélioré sa performance au cours du deuxième trimestre de 2016. Le prix des métaux utilisés par la Société dans la fabrication de ses produits est demeuré relativement stable au cours du trimestre et les besoins en fonds de roulement ont été réduits davantage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent et au premier trimestre de 2016. Par conséquent, les marchés de métaux ont peu influé sur la performance de la Société pendant la période considérée.

Dans un contexte de baisse des prix des métaux et de composition toujours favorable des ventes, en partie soutenue par l'approche sélective de la Société des possibilités sur le marché, la marge brute¹ s'est considérablement améliorée par rapport à l'exercice précédent. Malgré les difficultés éprouvées sur le marché pour un certain nombre de produits finis associés à des métaux comme le gallium et l'indium, la demande pour la plupart des autres produits est demeurée solide.

Au cours de la période considérée, la direction a achevé son plan stratégique visant à améliorer la rentabilité de la Société tout en diminuant son exposition à la volatilité. Comme il a été annoncé au trimestre précédent, les grands points du plan seront présentés au début du mois de septembre. En attendant, la direction de la Société a déjà commencé à mettre en œuvre certains aspects du plan, notamment l'optimisation des activités de base, le positionnement approprié des initiatives de croissance et une meilleure exploitation des activités et des actifs existants, ce qui a eu pour résultat immédiat la fermeture d'une usine en propriété non exclusive située en Europe et de certains bureaux administratifs régionaux.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Synthèse des résultats

	T2 2016	T2 2015	S1 2016	S1 2015
	\$	\$	\$	\$
Produits	57 435	87 250	121 303	182 913
Charges d'exploitation*	(52 721)	(85 287)	(112 339)	(180 680)
BAlIA ajusté ¹	4 714	1 963	8 964	2 233
Dépréciation des stocks	-	(6 500)	-	(6 500)
Coûts des litiges et restructuration	-	-	(1 030)	-
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures	57	933	(252)	1 646
Profits (pertes) de change et au titre de dérivés	587	(2 362)	560	61
BAlIA ¹	5 358	(5 966)	8 242	(2 560)
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	1 865	2 747	4 564	4 830
Amortissement	2 520	14 631	4 926	17 457
Résultat avant impôt sur le résultat	973	(23 344)	(1 248)	(24 847)
Charge (recouvrement) d'impôt				
Exigible	347	316	1 046	28
Différé	539	(3 196)	(472)	(2 460)
	886	(2 880)	574	(2 432)
Résultat net	87	(20 464)	(1 822)	(22 415)
Résultat de base par action	-	(0,24) \$	(0,02) \$	(0,27) \$
Résultat dilué par action	-	(0,24) \$	(0,02) \$	(0,27) \$

*Compte non tenu des coûts des litiges et restructuration et de l'amortissement.

Produits par secteur et marge brute

	T2 2016	T2 2015	Variation	S1 2016	S1 2015	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Matériaux électroniques	19 706	30 793	(36) %	39 274	60 433	(35) %
Matériaux écologiques	37 729	56 457	(33) %	82 029	122 480	(33) %
Total des produits	57 435	87 250	(34) %	121 303	182 913	(34) %
Coût des ventes	(46 913)	(86 624)	(46) %	(100 652)	(176 546)	(43) %
Amortissement des immobilisations corporelles	2 455	1 946	26 %	4 701	3 977	18 %
Marge brute¹	12 977	2 572	405 %	25 352	10 344	145 %
Pourcentage de marge brute¹	22,6 %	2,9 %		20,9 %	5,7 %	

Pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2016, les produits ont diminué de 34 % par rapport aux périodes correspondantes de 2015. Ces baisses s'expliquent principalement par une importante diminution des prix des produits de base sous-jacents ayant débuté au cours de 2015 pour les deux secteurs. Bien que le volume des ventes ait été légèrement inférieur pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 30 juin 2016, la marge brute¹ s'est considérablement améliorée grâce à la relative stabilité des prix des métaux soutenue par notre approche sélective favorisant les produits à plus forte marge.

BAlIA et BAlIA ajusté

	T2 2016	T2 2015	Variation	S1 2016	S1 2015	Variation
	\$	\$		\$	\$	
Matériaux électroniques	4 980	4 533	10 %	8 400	7 792	8 %
Matériaux écologiques	3 735	(701)	633 %	7 563	(1 342)	664 %
Siège social	(4 001)	(1 869)	(114) %	(6 999)	(4 217)	(66) %
BAlIA ajusté¹	4 714	1 963	140 %	8 964	2 233	301 %
BAlIA¹	5 358	(5 966)	190 %	8 242	(2 560)	422 %

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Le BAIIA¹ s'est établi à 5,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016 contre un BAIIA négatif de 6,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015. La stabilité relative des prix pour la plupart des métaux, l'absence de charge de dépréciation des stocks et des profits de change favorables enregistrés ont eu une incidence positive sur la marge du BAIIA¹. Au cours du deuxième trimestre de 2015, une perte de change de 1,0 M\$ avait été comptabilisée sur la débenture convertible libellée en dollars canadiens, qui est couverte par un swap de devises depuis le 7 décembre 2015. Pour les raisons indiquées ci-dessus, le BAIIA s'est établi à 8,2 M\$ pour le premier semestre de 2016 par rapport à un BAIIA négatif de 2,6 M\$ pour le semestre correspondant de 2015.

Pour le deuxième trimestre de 2016, le BAIIA ajusté¹ a augmenté de 2,7 M\$ pour s'établir à 4,7 M\$ par rapport à 2,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015, grâce à l'augmentation des marges réalisées et à des charges d'exploitation moins élevées. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 0,4 M\$ pour atteindre 5,0 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté¹ de 25 % comparativement à 15 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté de 4,4 M\$ pour atteindre 3,7 M\$ par rapport à un BAIIA ajusté négatif de 0,7 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015. La comptabilisation rétroactive d'une charge au titre de droits étrangers et le moment de la comptabilisation de crédits d'impôt au titre des frais de recherche et de développement se sont répercutés sur le BAIIA ajusté du secteur Siège social pour le deuxième trimestre de 2016. Des produits tirés d'une demande d'indemnisation avaient été comptabilisés au deuxième trimestre de 2015.

Pour les raisons indiquées ci-dessus, le BAIIA ajusté pour le premier semestre de 2016 a augmenté de 6,8 M\$ pour s'établir à 9,0 M\$ par rapport à 2,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 0,6 M\$ pour atteindre 8,4 M\$, ce qui correspond à une marge du BAIIA ajusté de 21 % comparativement à 13 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté de 8,9 M\$ pour atteindre 7,6 M\$ par rapport à un BAIIA ajusté négatif de 1,3 M\$ pour la période correspondante de 2015.

Résultat net et résultat net ajusté

	T2 2016	T2 2015	S1 2016	S1 2015
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	87	(20 464)	(1 822)	(22 415)
Résultat de base par action	-	(0,24) \$	(0,02) \$	(0,27) \$
Éléments de rapprochement :				
Dépréciation des stocks	-	6 500	-	6 500
Amortissement accéléré d'immobilisations incorporelles	-	11 834	-	11 834
Coûts des litiges et restructuration	-	-	1 030	-
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures	(57)	(933)	252	(1 646)
Impôt sur les éléments imposables ci-dessus	15	(3 062)	(68)	(2 870)
Résultat net ajusté¹	45	(6 125)	(608)	(8 597)
Résultat net de base ajusté par action¹	-	(0,07) \$	(0,01) \$	(0,10) \$

Pour le deuxième trimestre de 2016, le résultat net a été de 0,1 M\$, comparativement à une perte nette de 20,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015. Le résultat net ajusté¹ s'est amélioré de 6,2 M\$, atteignant 0,1 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016, par rapport à une perte nette ajustée de 6,1 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015. Le principal ajustement (autre l'impôt sur le résultat) apporté au résultat net pour le trimestre considéré est la variation positive de la juste valeur de l'option de conversion des débentures reflétant le cours de l'action de la Société.

La perte nette a été de 1,8 M\$ pour le premier semestre de 2016 comparativement à une perte nette de 22,4 M\$ pour le premier semestre de 2015. Pour le premier semestre de 2016, la perte nette ajustée a diminué de 8,0 M\$, s'établissant à 0,6 M\$ par rapport à 8,6 M\$ pour le premier semestre de 2015. Les principaux ajustements apportés au résultat net depuis le début de l'exercice sont le montant des coûts non récurrents engagés à la suite de la fermeture d'un bureau de vente en Europe et le montant du règlement d'un contrat d'approvisionnement défavorable, ainsi qu'une charge liée à la juste valeur de l'option de conversion des débentures, reflétant le cours de l'action de la Société.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Charges de dépréciation des stocks

	T2 2016	T2 2015	S1 2016	S1 2015
	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	-	-	-	-
Matériaux écologiques	-	6 500	-	6 500
Total	-	6 500	-	6 500

Aucune charge de dépréciation des stocks n'a été comptabilisée pour le deuxième trimestre de 2016, ni pour le premier semestre de 2016, confirmé par l'analyse de la valeur nette de réalisation attendue au 30 juin 2016, par rapport à une charge de dépréciation des stocks de 6,5 M\$ comptabilisée au deuxième trimestre de 2015, se rapportant principalement au sélénium et à certains produits à base de bismuth.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T2 2016	T1 2016	T2 2015	T2 2016	T1 2016	T2 2015
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Matériaux électroniques	49 790	48 481	68 368	21 015	20 824	18 095
Matériaux écologiques	48 825	53 192	62 981	33 362	41 778	51 742
Total	98 615	101 673	131 349	54 377	62 602	69 837

(nombre de jours en fonction des produits annualisés)*	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T2 2016	T1 2016	T2 2015	T2 2016	T1 2016	T2 2015
Matériaux électroniques	231	226	203	97	97	54
Matériaux écologiques	118	110	102	81	86	84
Moyenne pondérée	157	145	137	86	89	73

*Le carnet de commandes et les nouvelles commandes sont également présentés en nombre de jours pour éliminer l'incidence des prix des produits de base.

Deuxième trimestre de 2016 par rapport au premier trimestre de 2016

Au 30 juin 2016, le carnet de commandes¹ représentait au total 157 jours de produits annualisés, par rapport à 145 jours au 31 mars 2016.

Au 30 juin 2016, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques représentait 231 jours de produits annualisés pour le secteur, en hausse de 5 jours, soit 2 %, par rapport au carnet de commandes du premier trimestre de 2016. Le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques représentait 118 jours de produits annualisés pour le secteur, soit une augmentation de 8 jours, ou 7 %, par rapport au carnet de commandes du premier trimestre de 2016.

Les nouvelles commandes¹ du secteur Matériaux électroniques sont restées stables, à 97 jours, par rapport au premier trimestre de 2016. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques représentaient 81 jours pour le deuxième trimestre de 2016, soit une diminution de 5 jours, comparativement à 86 jours pour le premier trimestre de 2016.

Deuxième trimestre de 2016 par rapport au deuxième trimestre de 2015

Au 30 juin 2016, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques avait augmenté de 28 jours, et celui du secteur Matériaux écologiques, de 16 jours, par rapport au 30 juin 2015.

Les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 43 jours, et celles du secteur Matériaux écologiques ont diminué de 3 jours par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Charges

	T2 2016	T2 2015	S1 2016	S1 2015
	\$	\$	\$	\$
Amortissement	2 520	14 631	4 926	17 457
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	6 773	6 719	13 151	13 743
Coûts des litiges et restructuration	-	-	1 030	-
Charges financières	1 221	4 176	4 256	3 123
Charge (recouvrement) d'impôt	886	(2 880)	574	(2 432)
Total des charges	11 400	22 646	23 937	31 891

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à 2,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016 et à 4,9 M\$ pour le premier semestre de 2016 par rapport à respectivement 14,6 M\$ et 17,5 M\$ pour les périodes correspondantes de 2015. Cette diminution pour l'exercice 2016 s'explique principalement par l'amortissement accéléré de certaines immobilisations incorporelles de 11,8 M\$ comptabilisé au deuxième trimestre de 2015.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 6,8 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016 et à 13,2 M\$ pour le premier semestre de 2016, par rapport à respectivement 6,7 M\$ et 13,7 M\$ pour les périodes correspondantes de 2015. La variation s'explique surtout par la baisse des salaires et des autres charges ainsi que par des taux de change favorables pour une grande partie des charges libellées en monnaie locale en 2016.

Coûts des litiges et restructuration

À la suite de mesures visant à diminuer ses charges d'exploitation et à renégocier les contrats d'achat désavantageux, la Société a comptabilisé une provision au titre des coûts des litiges et restructuration de 1,0 M\$ pour le premier semestre de 2016, comparativement à aucune provision pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Charges financières et produits financiers

Les charges financières se sont établies à 1,2 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016, comparativement à 4,2 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution des charges financières de 3,0 M\$ s'explique essentiellement par une charge provisoire moins élevée découlant de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, combinée à des profits de change et au titre de dérivés latents. Le montant total de la débenture convertible est actuellement couvert par un swap de devises et est comptabilisé comme une couverture de flux de trésorerie depuis le 7 décembre 2015.

Les charges financières se sont établies à 4,3 M\$ pour le premier semestre de 2016, comparativement à 3,1 M\$ pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation des charges financières de 1,1 M\$ s'explique essentiellement par une charge provisoire découlant de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures par rapport au gain comptabilisé au premier semestre de 2015, en partie atténuée par une augmentation des profits de change et au titre de dérivés latents.

Impôt sur le résultat

La Société a affiché un résultat net avant impôt de 1,0 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016 et une perte nette avant impôt de 1,2 M\$ pour le premier semestre de 2016. La charge d'impôt s'est élevée à 0,9 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016 et à 0,6 M\$ pour le premier semestre de 2016, par rapport à un recouvrement d'impôt de respectivement 2,9 M\$ et 2,4 M\$ pour les périodes correspondantes de 2015. La charge d'impôt a été plus élevée pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2016 en raison des pertes reportées en avant pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé.

Situation financière et sources de financement

	T2 2016	T2 2015	S1 2016	S1 2015
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de (affectés à) l'exploitation ¹	4 521	(1 482)	6 992	(3 497)
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	(3 148)	22 877	3 866	37 534
Activités d'exploitation	1 373	21 395	10 858	34 037
Activités d'investissement	(1 539)	(3 363)	(3 543)	(9 551)
Activités de financement	661	(14 336)	(937)	(20 437)
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	(121)	243	31	(307)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	374	3 939	6 409	3 742

Pour le deuxième trimestre de 2016, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 1,4 M\$, comparativement à 21,4 M\$ pour le deuxième trimestre de 2015. Malgré l'amélioration continue de la gestion du fonds de roulement hors trésorerie par la Société, et surtout du niveau de ses stocks exprimé en jours, l'incidence moindre sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation s'explique principalement par la faiblesse des prix des produits de base et son incidence sur la valeur unitaire de nos produits, tout comme sur les créances. Pour le premier semestre de 2016, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 10,9 M\$, comparativement à 34,0 M\$ pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. Une meilleure gestion du fonds de roulement hors trésorerie a donné lieu à une autre réduction des stocks de 6,9 M\$ et des créances de 6,8 M\$, soutenue par une hausse des dettes fournisseurs de 8,6 M\$.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 1,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016, et 3,5 M\$ pour le premier semestre de 2016, par rapport à respectivement 3,4 M\$ et 9,6 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont été de 0,7 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016 et les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 0,9 M\$ pour le premier semestre de 2016, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de respectivement 14,3 M\$ et 20,4 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces diminutions s'expliquent principalement par une diminution nette des emprunts effectués aux termes de la facilité de crédit renouvelable, découlant d'une meilleure gestion du fonds de roulement hors trésorerie.

Fonds de roulement

	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
	\$	\$
Stocks	82 665	89 052
Autres actifs courants	48 918	50 593
Passif courant	(53 455)	(45 777)
Fonds de roulement ¹	78 128	93 868
Ratio du fonds de roulement ¹	2,46	3,05

La baisse du fonds de roulement¹ par rapport au 31 décembre 2015 est principalement attribuable à une meilleure gestion des achats de matières en fonction de leur utilisation dans le cadre de nos efforts visant à réduire les stocks, à une baisse des prix des produits de base moyens et à un reclassement des autres passifs à long terme comme passifs courants.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Dette nette

	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
	\$	\$
Dette bancaire	-	-
Dette à long terme, y compris la partie courante	350	1 947
Déventures convertibles	43 879	40 288
Swap de devises	(1 538)	1 443
Total de la dette	42 691	43 678
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(15 225)	(8 816)
Dette nette¹	27 466	34 862

Le total de la dette, compte tenu du swap de devises, a diminué de 1,0 M\$ pour s'établir à 42,7 M\$ au 30 juin 2016, par rapport à 43,7 M\$ au 31 décembre 2015.

La dette nette¹, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, a diminué de 7,4 M\$, pour s'établir à 27,5 M\$ au 30 juin 2016, par rapport à 34,9 M\$ au 31 décembre 2015.

Le 7 décembre 2015, la Société a conclu un swap de devises pour couvrir la déventure libellée en dollars canadiens convertible en dollars américains.

Fonds provenant de l'exploitation

	T2 2016	T2 2015	S1 2016	S1 2015
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de (affectés à) l'exploitation¹	4 521	(1 482)	6 992	(3 497)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, montant net	(1 539)	(5 313)	(3 443)	(11 567)
Variation du fonds de roulement	(3 148)	22 877	3 866	37 534
Autres	249	425	(19)	3 156
	(4 438)	17 989	404	29 123
Variation totale de la dette nette¹	83	16 507	7 396	25 626
Dette nette ¹ au début de la période	(27 549)	(74 888)	(34 862)	(84 007)
Dette nette¹ à la fin de la période	(27 466)	(58 381)	(27 466)	(58 381)

Les fonds provenant de l'exploitation¹ se sont établis à 4,5 M\$ pour le deuxième trimestre de 2016 et à 7,0 M\$ pour le premier semestre de 2016, en hausse de respectivement 6,0 M\$ et 10,5 M\$ par rapport aux fonds affectés à l'exploitation¹ de respectivement 1,5 M\$ et 3,5 M\$ pour les périodes correspondantes de 2015. Cette hausse a été renforcée par la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, contrebalançant l'écart négatif découlant de l'incidence positive moindre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent de la variation du fonds de roulement.

Informations relatives aux actions

	Au 2 août 2016	Au 30 juin 2016
Actions émises et en circulation	83 979 657	83 979 657
Options sur actions pouvant être émises	2 860 648	2 860 648
Déventures convertibles pouvant être émises	9 777 777	9 777 777

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 17 et 25 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Engagements

Dans le cours normal des activités, la Société a conclu des lettres de crédit d'un montant pouvant aller jusqu'à 0,5 M\$ au 30 juin 2016 (0,5 M\$ au 31 décembre 2015).

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. À la date de publication des états financiers consolidés, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

À la lumière de leur évaluation de l'efficacité du CIIF de la Société, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que le CIIF a été conçu de façon adéquate et qu'il fonctionnait de façon efficace, selon le référentiel intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« référentiel COSO 2013 »).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le CIIF n'a subi, au cours du premier semestre clos le 30 juin 2016, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

Méthodes comptables et changements

Les principes et méthodes comptables appliqués par la Société pour préparer ses états financiers consolidés audités pour l'exercice 2015 sont conformes aux IFRS. Les principales méthodes comptables de la Société sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités du 31 décembre 2015. Les hypothèses clés et principales méthodes d'estimation que la direction a utilisées selon les IFRS, de même que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes, sont demeurées sensiblement les mêmes que celles décrites dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Les actifs font l'objet d'un test de dépréciation à chaque date de clôture lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de ces actifs pourrait ne pas être recouvrable, ce qui fait largement appel au jugement.

Changements futurs de méthodes comptables

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. L'IFRS 15 annule et remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. La norme sera obligatoire le 1^{er} janvier 2018 pour la Société, et son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En juillet 2014, l'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, afin de regrouper les phases « classement et évaluation », « dépréciation » et « comptabilité de couverture » du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme annule et remplace toutes les versions précédentes de l'IFRS 9 et sera obligatoire pour la Société le 1^{er} janvier 2018. Son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui précise comment comptabiliser, évaluer et présenter les contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet en vertu des IFRS. La norme prescrit un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation des actifs et des passifs pour tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent a une faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur aux termes de l'IFRS 16 reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, et la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple demeure. La norme entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En janvier 2016, l'IASB a modifié l'IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*, exigeant ainsi la présentation (dans la mesure nécessaire) des changements suivants dans les passifs découlant d'activités de financement : i) changements dans les flux de trésorerie découlant d'activités de financement; ii) changements découlant de l'obtention ou de la perte du contrôle de filiales ou d'autres entreprises; iii) effet des changements dans les taux de change; iv) changements dans les justes valeurs et v) autres changements. L'un des moyens de satisfaire à ces nouvelles obligations d'information consiste à effectuer un rapprochement entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture dans l'état de la situation financière à l'égard des passifs découlant d'activités de financement. Les modifications précisent aussi que les changements dans les passifs découlant d'activités de financement doivent être présentés séparément des changements dans les autres actifs et passifs. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 17, « Juste valeur des instruments financiers », des états financiers consolidés de 2015 de la Société.

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2016 et 2015. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à ce moment-là.

Risques et incertitudes

Pour une description détaillée des facteurs de risque associés à 5N Plus et à ses activités, se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2015 de 5N Plus daté du 23 février 2016. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions et d'investissements, dette supplémentaire, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, fluctuations du change, juste valeur, prix des produits de base, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, conventions collectives et risques associés au fait d'être une société cotée. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente les commandes attendues que la Société a reçues, mais qui n'ont pas encore été exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois, et est exprimé en nombre de jours. Les nouvelles commandes représentent les commandes reçues durant la période considérée, exprimées en nombre de jours, et calculées en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée, divisé par les produits annualisés. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus en jours, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges (produits) d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks, la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, les coûts des litiges et restructuration, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures, et les pertes (profits) de change et au titre de dérivés. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et restructuration et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks, des immobilisations corporelles et incorporelles, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des coûts des litiges et restructuration et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, de la réduction de valeur pour effet à recevoir estimé irrécouvrable d'une partie liée, des Coûts des litiges et restructuration et de la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, qui ne sont pas courants, par action. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de (affectés à) l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La marge brute est une mesure servant à déterminer ce que rapportent les ventes en déduisant le coût des ventes, à l'exclusion de l'amortissement des immobilisations corporelles. Cette mesure est également exprimée en pourcentage des produits, en divisant le montant de la marge brute par le total des produits.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau d'endettement, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante et le swap de devises lié aux débentures convertibles, et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Prix des métaux

(en dollars américains le kilo)

Bismuth



Gallium



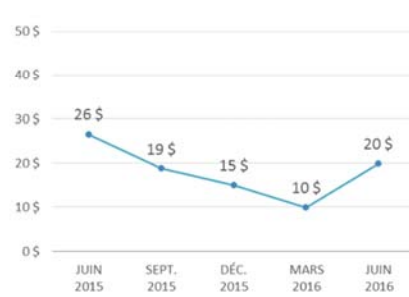
Germanium



Indium



Sélénium



Tellure



Source : Low Metal Bulletin

Données sélectionnées

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles pour les exercices 2014 à 2016.

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	T1	T2	T3	T4	Depuis le début de l'exercice
Exercice 2016					
Produits	63 868	57 435	2	2	121 303
BAIIA ¹	2 884	5 358	2	2	8 242
BAIIA ajusté ¹	4 250	4 714	2	2	8 964
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(1 907)	86	2	2	(1 821)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(0,02) \$	- \$	2	2	(0,02) \$
Résultat net	(1 909)	87	2	2	(1 822)
Résultat de base par action	(0,02) \$	- \$	2	2	(0,02) \$
Résultat dilué par action	(0,02) \$	- \$	2	2	(0,02) \$
Résultat net ajusté ¹	(653)	45	2	2	(608)
Résultat net de base ajusté par action ¹	(0,01) \$	- \$	2	2	(0,01) \$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	2 471	4 521	2	2	6 992
Carnet de commandes ¹	145 jours	157 jours	2	2	157 jours
Exercice 2015					Total
Produits	95 663	87 250	68 732	59 367	311 012
BAIIA ¹	3 406	(5 966)	(26 136)	(26 000)	(54 696)
BAIIA ajusté ¹	270	1 963	1 052	674	3 959
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(1 949)	(20 463)	(32 171)	(42 615)	(97 198)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	(0,02) \$	(0,24) \$	(0,38) \$	(0,51) \$	(1,16) \$
Résultat net	(1 951)	(20 464)	(32 171)	(42 615)	(97 201)
Résultat de base par action	(0,02) \$	(0,24) \$	(0,38) \$	(0,51) \$	(1,16) \$
Résultat dilué par action	(0,05) \$	(0,24) \$	(0,38) \$	(0,51) \$	(1,16) \$
Résultat net ajusté ¹	(2 472)	(6 125)	(5 652)	(12 966)	(27 215)
Résultat net de base ajusté par action ¹	(0,03) \$	(0,07) \$	(0,07) \$	(0,15) \$	(0,32) \$
Fonds affectés à l'exploitation ¹	(2 015)	(1 482)	(620)	(5 734)	(9 851)
Carnet de commandes ¹	142 jours	137 jours	134 jours	158 jours	158 jours
Exercice 2014					Total
Produits	142 379	136 597	114 438	114 781	508 195
BAIIA ¹	11 178	11 524	12 721	4 021	39 444
BAIIA ajusté ¹	10 501	10 816	8 071	5 657	35 045
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	4 655	4 436	4 172	(2 451)	10 812
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,06 \$	0,05 \$	0,05 \$	(0,03) \$	0,13 \$
Résultat net	4 519	4 436	4 171	(2 453)	10 673
Résultat de base par action	0,05 \$	0,05 \$	0,05 \$	(0,03) \$	0,13 \$
Résultat dilué par action	0,05 \$	0,05 \$	(0,01) \$	(0,04) \$	0,05 \$
Résultat net ajusté ¹	4 916	4 303	170	1 247	10 636
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,06 \$	0,05 \$	- \$	0,01 \$	0,13 \$
Fonds provenant de l'exploitation ¹	6 806	5 774	982	4 030	17 592
Carnet de commandes ¹	120 jours	100 jours	109 jours	122 jours	122 jours

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Non disponible.